

## Au Journal officiel du 10 au 16 novembre 2018

19/11/2018

### Au Journal officiel du 10 au 16 novembre 2018

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.*

#### Au JO du 10 novembre 2018 :

- **Rectificatif : LOI n° 2018-778 du 10 septembre 2018 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie ;**
- **Rectificatif : Décret n° 2018-934 du 29 octobre 2018 relatif à la surveillance post-interventionnelle et à la visite pré-anesthésique ;**
- Décret n° 2018-966 du 8 novembre 2018 **relatif aux cercueils** . – *Modification du Code général des collectivités territoriales ;*
- Décret n° 2018-967 du 8 novembre 2018 **abrogeant l'article R. 1617-22 du Code général des collectivités territoriales** . – *Modification du Code général des collectivités territoriales. – Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2019 (cf. art. 2) ;*
- Décret n° 2018-968 du 8 novembre 2018 modifiant le décret n° 2015-243 du 2 mars 2015 relatif à la **notification, par voie électronique, aux établissements de crédit, aux sociétés de financement et aux organismes gérant des régimes de protection sociale de certains actes pris en vue du recouvrement de créances de toute nature** . – *Modification du Code de la sécurité sociale et du décret n° 2015-243 du 2 mars 2015. – Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 3) ;*
- Décret n° 2018-969 du 8 novembre 2018 modifiant le décret n° 64-1333 du 22 décembre 1964 relatif au **recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires par les comptables de la direction générale des finances publiques** . – *Modification du décret n° 64-1333 du 22 décembre 1964. – Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2019 ;*
- Décret n° 2018-970 du 8 novembre 2018 relatif à la **saisie administrative à tiers détenteur et au contentieux du recouvrement des créances publiques** . – *Modification du Livre des procédures fiscales, du Code de l'environnement, du Code monétaire et financier, du Code des procédures civiles d'exécution, du Code des transports, du Code du travail. – Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2019 (cf. art. 7) ;*
- Arrêté du 9 novembre 2018 modifiant l'arrêté du 2 septembre 2011 relatif à **l'exécution des translations et extractions requises par les autorités judiciaires** . – *Modification de l'arrêté du 2 septembre 2011.*

#### Au JO du 11 novembre 2018 :

- Décret n° 2018-971 du 9 novembre 2018 **modifiant la procédure de nomination dans un office créé de notaire, d'huissier de justice et de commissaire-priseur judiciaire** . – *Modification du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973, du décret n° 75-770 du 14 août 1975 et du décret n° 73-541 du 19 juin 1973. – Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 4) ;*
- Arrêté du 17 octobre 2018 modifiant l'arrêté du 3 avril 2008 portant **organisation de la direction générale des finances publiques** . – *Modification de l'arrêté du 3 avril 2008 ;*
- Arrêté du 6 novembre 2018 relatif au **modèle de convention mentionné à l'article R. 2313-1 du Code général de la propriété des personnes publiques**. – *Abrogation de l'arrêté du 21 avril 2009.*

**Au JO du 14 novembre 2018 :**

- Décision du 20 juillet 2018 déterminant les **modalités d'application de la formation continue des avocats (art. 14-2 de la loi du 31 décembre 1971 modifiée)** . – *Abrogation de la décision du 25 novembre 2011.*

**Au JO du 15 novembre 2018 :**

- Arrêté du 8 novembre 2018 relatif au **téléservice dénommé « FranceConnect » créé par la direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État** . – *Abrogation de l'arrêté du 24 juillet 2015 ;*
- Décret n° 2018-989 du 13 novembre 2018 portant **publication du protocole n° 16 à la convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales** , signé à Strasbourg le 2 octobre 2013. – *Convention publiée par décret n° 74-360 du 3 mai 1974 ;*
- Décret n° 2018-990 du 14 novembre 2018 relatif à **l'expérimentation par les entreprises adaptées d'un accompagnement des transitions professionnelles des travailleurs handicapés vers les autres employeurs**
- 

**La Rédaction législation**

© LexisNexis SA